RESOLUTION DE LA COMMISSION EXECUTIVE ELARGIE

DU 04 SEPTEMBRE 2023

La Commission Exécutive élargie de l'UD FO 91 réunie le 4 septembre 2023 réaffirme son indépendance vis-à-vis des partis ou groupements politiques, des religions et des groupements philosophiques. Elle rappelle, comme il est indiqué dans les statuts confédéraux que : ***« Les Syndicats Force Ouvrière placent au-dessus de toute considération partisane leur souci supérieur de puissance et de cohésion du syndicalisme ouvrier. Instruits par une douloureuse expérience, ils proclament attentatoire à l'unité ouvrière la recherche systématique de postes de responsabilités syndicales par les militants de partis politiques en vue de faire du mouvement syndical un instrument des partis.*** »

La CE rappelle l'attachement de FO à la République une et indivisible et aux principes républicains de Liberté, d'Egalité, Fraternité, Laïcité et Universalité, garants de l'égalité en droit.

La CE constate que le Président de la République et le Gouvernement ont lancé de nouvelles attaques, cet été, contre les travailleurs et les privés d'emploi et les assurés sociaux et en particulier contre les plus fragiles. Le gouvernement, MEDEF, et certains éditorialistes font front contre les travailleurs. La protection sociale est montrée du doigt tout comme les bénéficiaires.

Salaire, pension, retraite

La CE revendique l'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux et du SMIC pour rattraper l'inflation, immédiatement.

La CE revendique l'ouverture de négociation dans la Fonction Publique les branches et les entreprises afin d'obtenir de véritables augmentations de salaires à même de rattraper la perte de pouvoir d'achat des années antérieures.

Seul le salaire doit être la base du financement de la protection sociale.

Protection Sociale

- ***Retraite***

La CE exige l'abrogation des contre-réformes des retraites Macron et Touraine.

La CE revendique le maintien du système par répartition, de tous les régimes spéciaux, du retour à la retraite à 60 ans, après 37,5 annuités de cotisations…

- ***Assurance Chômage***

La CE condamne l'application de la contre-réforme sur l'assurance chômage et la création de France Travail.

Elle exige l'abrogation de cette contre-réforme et l'arrêt de mise en œuvre de France Travail.

La CE exige la fin de la stigmatisation des assurés. Etre au chômage et survivre avec les minima sociaux ne sont pas un choix.

- ***RSA***

La CE se félicite des réactions de notre organisation syndicale qui condamne l'obligation de travail pour percevoir une allocation. C'est une attaque contre le salariat et développe une nouvelle mise en concurrence entre les travailleurs privés d'emploi et les actifs.

- ***Sécurité Sociale***

La CE condamne les déclarations du Ministre de l'Economie qui voudrait accentuer les déremboursements et augmenter la franchise sur les médicaments.

La CE condamne la stigmatisation des assurés en arrêt de maladie. C'est une remise en cause de leur droit et du diagnostic médical.

La CE condamne les différentes mesures gouvernementales qui permettent l'exonération des cotisations sociales qui s'élèvent à 73 milliards d'euros pour 2022 et s'ajoutent à celles des années antérieures. Ces cadeaux se rajoutent aux exonérations fiscales. Ce ne sont donc pas les assurés sociaux qui parasitent notre Sécurité Sociale affaiblie.

La CE se félicite de l'action du Syndicat FO de la Sécurité Sociale 91 en lien avec l'Union Départementale sur la défense des Centres santé de soins dentaires de l'Essonne. Cette position est renforcée par le déconventionnement d'une dizaine de centres privés qui confondent commerce et santé. La CE revendique le maintien de tous les centres de santés et l'ouverture de nouveaux centres CPAM en Essonne.

Les Services Publics c'est la République.

La CE condamne la politique de destruction des services publics et revendique des investissements massifs pour tous les secteurs et en particulier pour la santé, l'éducation nationale, et ce de toute urgence. Elle revendique la création de tous les postes nécessaires et le recrutement de personnels sous statut.

La Commission Exécutive est bien consciente…

… que l'ensemble de ces attaques contribuent à des souffrances subies par les travailleurs jeunes et vieux, par leurs familles.

Elles sont organisées par le Gouvernement au seul bénéfice de ceux qui vivent du travail des autres (actionnaires, patronat, rentiers, …)

La CE affirme son opposition à la politique du gouvernement qui criminalise ses opposants

La CE condamne toutes les répressions syndicales.

La CE apporte son soutien à tous les militants syndicaux de l'Essonne.

Plus largement, la CE invite les militants FO à participer au rassemblement organisé dans le Val D'Oise, devant la gendarmerie de Montmorency à 8h00 ce mercredi 6 septembre, pour soutenir le militant CGT convoqué.

La CE, face à ses attaques et intimidations, appelle tous ses syndicats à se réunir en assemblées générales pour établir leurs cahiers de revendications. Il est temps de préparer une riposte efficace et à la hauteur. Seule la Grève peut les faire reculer.

La CE invite les syndicats à poursuivre le renforcement du syndicalisme libre et indépendant.

Votée à l'unanimité